JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES ET DECISIONS

PARAISANT LE 10 ET LE 25 DE CHAQUE MOIS A CONAKRY

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'Abonnements et Annonces doivent être adressées au **SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

B.P. 263 - Conakry

(avec la mention Journal Officiel)

Les Annonces devront parvenir au plus tard le 1 et le 15 de chaque mois.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance à l'ordre du **Secrétaire Général du Gouvernement** par :- Virement bancaire au compte N° 32-30-98/ J.O. de la BCRG
ou par chèque certifié

ABONNEMENTS

	1 an	Six mois
1 - Guinée	25.000 FG	15.000 FG
2 - Par Avion		
Afrique	50.000 FG	30.000 FG
Autres Pays	70.000 FG	40.000 FG

PRIX DU NUMERO

Prix du Numéro Double 2.000 FG

PRIX DES ANNONCES ET AVIS

La Ligne 3.000 FG

Chaque annonce répétée : moitié prix

SOMMAIRE

ORDONNANCES

- 25 janvier. Ordonnance n° 001/PRG/SGG/88 (sans titre). 01
28 janvier. Ordonnance n° 002/PRG/SGG/88 (sans titre). 02

DECRETS

- 11 janvier. Décret n° 001/PRG/SGG/88 (sans titre). 02
11 janvier. Décret n° 002/PRG/SGG/88 (sans titre). 02
11 janvier. Décret n° 003/PRG/SGG/88 (sans titre). 02
11 janvier. Décret n° 004/PRG/SGG/88 (sans titre). 02
11 janvier. Décret n° 005/PRG/SGG/88 (sans titre). 02
11 janvier. Décret n° 006/PRG/SGG/88 (sans titre). 03
11 janvier. Décret n° 007/PRG/SGG/88 (sans titre). 03
11 janvier. Décret n° 008/PRG/SGG/88 portant rectificatif au décret n° 207 du 7 décembre 1987 portant attribution d'une bourse d'études supérieures au Royaume du Maroc au titre de l'année universitaire 1987/1988 03
11 janvier. Décret n° 009/PRG/SGG/88 portant attribution à l'Ambassade du Royaume de l'Arabie Séoudite en Guinée, de la parcelle n° 1 du lot 2, objet du morcellement du titre foncier n° 135 de Conakry 1. 03
11 janvier. Décret n° 010/PRG/SGG/88 (sans titre). 03
11 janvier. Décret n° 011/PRG/SGG/88 (sans titre). 04
11 janvier. Décret n° 012/PRG/SGG/88 (sans titre). 04
11 janvier. Décret n° 013/PRG/SGG/88 (sans titre). 04
11 janvier. Décret n° 014/PRG/SGG/88 (sans titre). 04
11 janvier. Décret n° 015/PRG/SGG/88 (sans titre). 05
11 janvier. Décret n° 016/PRG/SGG/88 (sans titre). 05
13 janvier. Décret n° 017/PRG/SGG/88 (sans titre). 05
15 janvier. Décret n° 017bis/PRG/SGG/88 (sans titre). 05
17 Janvier. Décret n° 018 /PRG/SGG/88 portant suppression de certains départements dans la structure du gouvernement. 05
17 janvier. Décret n° 019 /SGG/PRG/88 portant création de nouveaux départements Ministériels et répartition des services entre eux. 06
17 janvier. Décret n° 020/SGG/PRG/88 portant structure du gouvernement de la République de Guinée. 06
17 Janvier. Décret n° 021 /PRG/SGG/88 portant structure du Gouvernement de la République de Guinée. 07
17 Janvier. Décret n° 022 /PRG/SGG/88 portant intégration de la protection maternelle et infantile à l'action de la santé publique. 07
17 Janvier. Décret n° 023 /PRG/SGG/88 portant nouveau statut des organisations féminines en Guinée. 07

- 17 Janvier. Décret n° 025 /PRG/SGG/88 portant nomination du Gouverneur de Conakry 07
18 Janvier. Décret n° 026/PRG/SGG/88 additif au décret n° 020/PRG/88 du 17 janvier 1988, portant structure du Gouvernement de la République de Guinée. 07
20 Janvier. Décret n° 027/PRG/SGG/88 (sans titre). 08
20 Janvier. Décret n° 028/PRG/SGG/88 (sans titre). 08
20 Janvier. Décret n° 029/PRG/SGG/88 portant mise à la disposition d'anciens membres du Gouvernement. 08
20 Janvier. Décret n° 030/PRG/SGG/88 (sans titre). 08
25 Janvier. Décret n° 031/PRG/SGG/88 portant nomination du Secrétaire général de la Présidence de la République. 09
28 Janvier. Décret n° 032/PRG/SGG/88 portant généralisation de la facturation et du paiement des biens et services en francs guinéens sur l'étendue du territoire national. 09
28 Janvier. Décret n° 033/PRG/SGG/88 (sans titre). 09
28 Janvier. Décret n° 034/PRG/SGG/88 (sans titre). 09
28 Janvier. Décret n° 035/PRG/SGG/88 abrogeant et remplaçant le décret 009/PRG/SGG/86 du 25 mars 1986, fixant les attributions et l'organisation du Ministère des affaires étrangères. 10
28 Janvier. Décret n° 036/PRG/SGG/88 (sans titre). 11
28 Janvier. Décret n° 037/PRG/SGG/88 (sans titre). 11

ORDONNANCES

Ordonnance n° 001/PRG/SGG/88 du 25 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984;

Ordonne :

Article 1 : Les dispositions de l'ordonnance n° 227/PRG/SGG/85 du 13 septembre 1985 sont abrogées.**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.Conakry, le 25 janvier 1988
Général Lansana CONTE

Ordonnance n° 002/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la II^e République ;
 Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
 Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
 Vu la loi n° 028/APN/CP/81 du 9 juillet 1981 portant ratification de la Convention de base de la société mixte AREDOR ;
 Vu le décret n° 369/PRG/81 du 19 juillet 1981 portant application de la loi n° 028/APN/CP/81 ;

Ordonne :

Article 1 : Sont ratifiés et promulgués les Avenants à l'annexe 2 de la Convention de base de la société mixte AREDOR - GUINEE, relatifs à la section B, article 7, 8 et 9 ; à la section E, article 10 ; à la section F, article 11 et la Lettre d'accord concernant ces Actes modificatifs, signée à Conakry le 10 août 1987.

Article 2 : Les avenants entrent en vigueur rétroactivement le 5 septembre 1985.

Article 3 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
 Général Lansana CONTE

DECRETS

Décret n° 001/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études supérieures au Royaume du Maroc est accordée aux étudiants dont les noms suivent, dans les conditions et spécialités ci-après, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Adama THIAM, Médecine,
- 2 - Issiaga CAMARA, Comptabilité,
- 3 - Mamadi CAMARA, Comptabilité.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement marocain, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 002/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études moyennes en République socialiste de Pologne est accordée à Monsieur Mamoudou Sylla, au titre de l'année universitaire 1987/1988 ;

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge de l'OSPAA, tandis que ceux du transport (aller - retour) et les accessoires de bourse sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 003/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en République socialiste de Tchécoslovaquie est accordée aux cadres dont les noms suivent, dans les conditions et spécialités ci-après, au titre de l'année universitaire 1987/1988 :

- 1 - Dr. Soundo TRAORE, Microbiologie médicale,
- 2 - Dr. Mamadouba Fodé CAMARA, Pédiatrie.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement tchécoslovaque, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 004/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires des aspirants dont les noms suivent est renouvelée, au titre de l'année universitaire 1987/1988 en République Fédérale d'Allemagne :

- 1 - Mamadou DIAKITE, Informatique
- 2 - Souleymane BAH, Chimie
- 3 - Aïssata BATCHILY, Médecine
- 4 - Mamadou Dian BALDE, Electrotechnique
- 5 - Kerfalla Bondabon CAMARA, Agriculture
- 6 - Faoura THIAM, Electrotechnique
- 7 - Mamadou Diouldé BALDE, Médecine
- 8 - Mamadou BANGOURA,
- 9 - Abdoulaye Sawpith SYLLA, Electronique
- 10 - Yango KEITA, Chimie organique
- 11 - Amara FOFANA, Electromécanique
- 12 - Sékou NABE, Hydrotechnique
- 13 - Mamadou Cellou BALDE, Médecine
- 14 - Mamadou Ciré BALDE, Spécialisation.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement allemand, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 005/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : La bourse d'études supérieures des étudiants dont les noms suivent est renouvelée au titre de l'année universitaire 1987/1988 en République d'Irak :

- 1- Mohamed Abdou I Kader CISSE, 2ème A. Etudes Islamiques
- 2- Zakaria TOURE , 2ème A. Etudes Islamiques
- 3 - Issiaga SOUMAH, 2ème A. Etudes Islamiques
- 4 - Ismaél NABE, 2ème A. Etudes Islamiques

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement irakien tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 006/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : La bourse d'études des étudiants dont les noms suivent est renouvelée au titre de l'année universitaire 1987/1988 en République socialiste de Cuba

I - Etudes post- universitaires

- 1 - Boubacar BAH, 2è A. Irrigation

II - Etudes moyennes

- 1 - Ousmane DIALLO, 3è A. Dessin Mécanique

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement cubain tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 007/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : La bourse d'études post-universitaires de Madame Saran DIOUBATE est renouvelée au titre de l'année universitaire 1987/1988 en République populaire de Bulgarie.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement bulgare, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 008/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 portant rectificatif au décret n° 207 du 7 décembre 1987 portant attribution d'une bourse d'études supérieures au Royaume du Maroc au titre de l'année universitaire 1987/ 88.

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Est rectifié en son article 1er le décret 207 du 7-12-87 en ce qui concerne Monsieur Djibril SYLLA

Lire :

- 1 - Djibril BANGOURA ,

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 009/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 portant attribution à l'Ambassade du Royaume de l'Arabie Séoudite en Guinée, de la parcelle n° 1 du lot 2, objet du morcellement du titre foncier n° 135 de Conakry.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
- Vu la proclamation de la 11è République ;
- Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
- Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
- Vu l'ordonnance n° 049/PRG/SGG/86 du 28 mai 1986 portant mutation de propriété au nom de l'Etat guinéen des biens immeubles objet du contentieux franco-guinéen ;
- Vu la demande de l'Ambassade du Royaume de l'Arabie Séoudite en Guinée ;
- Vu la réglementation domaniale en vigueur en République de Guinée ;
- Sur proposition du Ministre de l'équipement et de l'urbanisme,

Décrète :

Article 1 : Il est accordé à l'Ambassade du Royaume de l'Arabie Séoudite en Guinée, l'autorisation d'occuper le terrain formant la parcelle n° 1 du lot 2 du plan cadastral de Conakry I , d'une contenance de 5 043 mètres carrés provenant du morcellement du titre foncier n° 135 de conakry I, destinée à l'édification de la Chancellerie et de la Résidence de la dite Ambassade.

Article 2 : Ledit terrain sera concédé à cette Ambassade par le Ministère de l'équipement et de l'urbanisme, sous forme de bail emphytéotique, conformément aux dispositions de la réglementation domaniale en vigueur en Guinée.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 010/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse de spécialisation en République socialiste de Tchécoslovaquie est accordée à Dr. Hawa SOW, dans la spécialité gynécologie obstétrique, au titre de l'année universitaire 1987/1988

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement tchécoslovaque, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 011/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : La bourse d'études supérieures de Monsieur Bandiou CONDE est renouvelée au titre de l'année universitaire 1987/1988 au Royaume du Maroc.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement marocain, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 012/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : La bourse d'études des étudiants dont les noms suivent est renouvelée, au titre de l'année universitaire 1987/ 88, au Royaume d'Arabie Séoudite :

I - Etudes post- universitaires :

- 1 - Mohamed Lamine DIABY 2è A. psychologie
- 2 - Mohamed Bachir DIABY 2è A. Appel à l'Islam
- 3 - Mohamed Alpha DIALLO 1ère A. droit Islamique

II - Etudes supérieures :

- 1 - Ibrahima Sory CAMARA 5è A. Appel à l'Islam
- 2 - Moustapha KALO 4 è A. Culture Islamique
- 3 - Moussa CAMAR A (Klan) 4è A. Littérature Arabe
- 4 - Ahmed Cheick DJIKINE 4è A. Relations publiques
- 5 - Aboubacar Cheik SOUARE 4è A. Culture Islamique
- 6 - Moustapha DANSOKO 4è A. Droit Islamique
- 7 - Aboubacar YATTARA 4è A. Sharia (Appel à l'Islam)
- 8 - Ibrahima Sory SYLLA 4è A. Sharia (Appel à l'Islam)
- 9 - Mohamed KABA 4è A. Droit Islamique
- 10 - Kassim KALO 4è A. Littérature Arabe
- 11 - Mohamed KABA 4è A. Droit Islamique
- 12 - Moustapha KALO 4è A. Droit Islamique
- 13 - Moussa KEITA 4è A. Appel à l'Islam
- 14 - Moussa SYLLA 4è A. Lettres Arabes
- 15 - Souleymane Mouhidine BAH 4è A. culture Islamique
- 16 - Mohamed Lamine KABA I 4è A. Droit Islamique
- 17 - Ibrahima Kalil CAMARA 4è A. relations publiques
- 18 - Kramba Salim FADIGA 3è A Culture Islamique
- 19 - Sékou Aboubacar CAMARA 3è A. Philo Islamique
- 20 - Sékou Amadou FADIGA 3è A. Appel à l'Islam
- 21 - Aboulaye 2 KALO 3è A. Droit Islamique
- 22 - Ibrahima KEITA 3è A. Appel à l'Islam
- 23 - Ousmane KABA 3è A. Appel à l'Islam
- 24 - Amadou Chaïkou CAMARA 3è A. Littérature Arabe
- 25 - Moustapha DIANE Littérature Arabe
- 26 - Mohamed Lamine SAVANE 2è A. Culture Islamique
- 27 - Mohamed CAMARA 2è A. Culture Islamique
- 28 - Ibrahima SYLLA 2è A. Culture Islamique
- 29 - Aboubacar Nasser SYLLA 2è A. Pédagogie
- 30 - Mohamed Saïde MANSARE 2è A. Culture Islamique
- 31 - Ousmane SYLLA 2è A. Information
- 32 - Mohamed KALO 2è A. Appel à l'Islam
- 33 - Idrissa SAVANE 2è A. Appel à l'Islam
- 34 - Ibrahima CAMARA 2è A. Appel à l'Islam
- 35 - Idrissa KALO 2è A. Appel à l'Islam
- 36 - Sidiki KEITA 2è A. Appel à l'Islam
- 37 - Abdoul Gadiiri CHERIF 2è A. Droit Islamique
- 38 - Sékou CONDE 2è Droit Islamique

- 39 - Daouda CAMARA 1ère A. Géographie
- 40 - Aly Ibrahima SYLLA 1ère A. Littérature Arabe
- 41 - Aboubacar SYLLA 1ère b Culture Islamique
- 42 - Oumar DOUMBOUYA 1ère b Philo Islamique
- 43 - Mohamed CISSE 1ère b Appel à Islam
- 44 - Mohamed Djiba KALO 1ère b Culture Islamique
- 45 - Fodé Kaba SYLLA 1ère b Sharia

III - Etudes moyennes :

- 1 - Abdoulaye Haidara CHERIF 11è A. Enseignement général
- 2 - Mohamed TOUNKARA 11è A. Enseignement général
- 3 - Mohamed II KALO 11è A. Enseignement général
- 4 - Abdoulaye CHERIF 11è A. Enseignement général
- 5 - Amadou KONE 3è A. Enseignement général
- 6 - Alhassane TOURE 12 è A. Enseignement général
- 7 - Lamine KABA (Farma CISSE) 9è A. Enseignement général
- 8 - Lanciné BERETE 9è A. Enseignement général
- 9 - Lamine KANTE 9è A. Enseignement général
- 10 - Ibrahima KOUYATE 8è A. Enseignement général

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement séoudien, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 013/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : La bourse d'études des étudiants dont les noms suivent est renouvelée, au titre de l'année universitaire 1987/ 88, en République de Tunisie:

Etudes supérieures :

- 1 - Aguibou BARRY, 1ère année Architecture
- 2 - Mamadou Kaly BARRY 1ère année Architecture
- 3 - Thierno Oumar DIALLO, 1ère année Sciences Economiques
- 4 - Alpha Oumar DIALLO, 1ère année Etude Commerciale
- 5 - Mamady SYLLA, 1ère année Institut Préparatoire
- 6 - Macky GUISSSE, 1ère année Nutrition
- 7 - Abdelaziz DIABY, 1ère année Nutrition
- 8 - Ibrahima BARRY, 1ère année Tronc Commun
- 9 - Alpha Boké CAMARA, 1ère année Tronc Commun
- 10 - Ousmane FERNANDEZ, 1ère année Tronc Commun
- 11 - Ibrahima SOUARE, 1ère année Maths-Physique
- 12 - Mamadou Mané CAMARA, 1ère année Physique-chimie
- 13 - Kabiné KABA 1ère année Maths-Physique

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement tunisien, tandis que ceux du transport (aller - retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry , le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 014/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : La bourse d'études des étudiants dont les noms suivent est renouvelée, au titre de l'année universitaire 1987/ 88, en République Algérienne Démocratique et Populaire.

Etudes Moyennes :

- 1 - Ramata SQUARE, 1ère année Bio-Médecine
- 2 - Sékou TOURE, 1ère année Bio-Médecine
- 3 - Fatoumata Yari CAMARA, 1ère année Biologie
- 4 - Souaïbou SAKHO, 1ère année Technologie
- 5 - Morlaye Karo TOURE, 1ère année Technologie
- 6 - Oumar SY 1ère année Mécanique
- 7 - Lamine BANGOURA, 1ère année Mécanique

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement algérien, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 015/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Une bourse d'études post-universitaires en République Populaire de Bulgarie est accordée à Monsieur Sakoba KALISSA, au titre de l'année universitaire 1987/88.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du gouvernement bulgare, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 016/PRG/SGG/88 du 11 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Monsieur Martin Salah BONAMOU N° Mle 43.684, professeur de sciences sociales, Directeur préfectoral de l'éducation de KISSIDOUGOU est nommé Inspecteur d'académie de l'éducation de la province de N'zérékoré, en remplacement de Monsieur Amadou THIAM, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Monsieur Alpha Oumar BALDE N° Mle 45.288, professeur de philo-sociologie en service à l'Inspection générale de l'enseignement est nommé Directeur préfectoral de l'éducation de KISSIDOUGOU, en remplacement de Monsieur Martin Salah BONAMOU, appelé à d'autres fonctions.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 11 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 017/PRG/SGG/88 du 13 janvier 1988 portant création d'un Consulat général.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 11^e République ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;

- Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Cabinet du Président de la République ;
Vu le décret n° 009/PRG/86 du 25 mars 1986 fixant les attributions et organisation du Ministère des affaires étrangères ;

Décrète :

Article 1 : Il est créé à Djeddah MAKKA, un Consulat général de la République de Guinée auprès du Royaume d'Arabie Séoudite.

Article 2 : Le Ministère des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 13 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 017 BIS/PRG/SGG/88 du 15 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Sont et demeurent abrogés le décret n° 192/PRG/87 du 08 novembre 1987 et le décret n° 193/PRG/87 du 16 novembre 1987, portant création d'une Inspection Générale des Services de Sécurité.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 15 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 018/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant suppression de certains Départements dans la structure du Gouvernement.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 11^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 ;
Vu l'ordonnance n° 022/PRG/86 du 23 janvier 1986, portant principes fondamentaux de création, d'organisation de gestion et de contrôle des services publics,

Décrète :

Article 1 : Les Secrétariats d'Etat suivants sont supprimés :

- 1) Transports
- 2) Affaires Sociales
- 3) Commerce
- 4) Postes et Télécommunications
- 5) Fonction Publique
- 6) Jeunesse et Sports
- 7) Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique
- 8) Travaux Publics
- 9) Eaux et Forêts.

Article 2 : Le Commissariat général à la réforme administrative est supprimé.

Article 3 : Les Provinces de Boké, Faranah et de Dubréka sont supprimées.

Article 4 : Le Ministère du développement rural change d'appellation et devient : Ministère de l'agriculture et des ressources animales.

Article 5 : Un décret fixera les modalités de ventilation des attributions anciennement dévolues à ces départements.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 019/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant création de nouveaux Départements ministériels et répartition des services entre eux.

Le Président de la République,

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée le 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1986 ;
Vu l'ordonnance n° 022/PRG/86 du 23 janvier 1986 portant principes fondamentaux de création, d'organisation de gestion et de contrôle des services publics ;

Décète :

Article 1 : Il est créé à la place des Secrétariats d'Etat supprimés; les Ministères ci-après :

1) Ministère de la Réforme Administrative et de la Fonction Publique, comprenant les Services suivants :

- Cabinet
- Bureau d'Etudes en Organisation, Méthodes et Procédures administratives (B.E.O.M.P)
- Bureau d'Etudes en Finances Publiques.
- Bureau d'Etudes en Gestion du Personnel (B.E.G.P)
- Bureau d'Etudes en administration du Territoire (B.E.A.T.)
- Service Formation-Evaluation (S.F.E.)
- Service Informatique de Gestion (S.I.G.)
- Service Information et documentation (S.I.D)
- Direction Générale de la Fonction Publique
- Centre de Formation et de Perfectionnement Administratif (C.P.A)
- Ecole Nationale d' Administration (E.N.A).

2) Ministère des Transports et des Travaux Publics, comprenant les Services suivants :

- Cabinet
- Direction Générale des Transports
- Direction Générale des Travaux Publics
- Inspection Générale
- Les Services rattachés
- Les Sociétés autonomes.

3) Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales, comprenant les Services suivants :

- Cabinet
- Direction Générale de l'Agriculture
- Direction Générale des Eaux et Forêts
- Direction Générale de l'Elevage
- Direction Générale de la Météologie
- Inspection Générale
- Direction Générale de l'Hydraulique et du Génie rural
- Direction de la Formation et de la Promotion rurale
- Les Services rattachés
- Les Sociétés autonomes.

4) Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, comprenant les Services ci-après :

- Cabinet
- Inspection Générale
- Direction Générale du développement industriel
- Direction générale du Commerce
- Office National de Promotion Artisanale
- Office National de Promotion des P.M.E.
- Centre de Perfectionnement industriel
- Centre de Réparation et d'Entretien des Equipements industriels.
- Institut National de Normalisation et de Métrologie.
- Laboratoire Central d'analyse

5- Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi, comprenant les services suivants:

- Cabinet
- Inspection Générale du Travail et des lois Sociales
- Direction Générale du Travail
- Direction Générale des Affaires Sociales
- Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
- Office National de l'Emploi et de la Main d'Oeuvre
- Office de Formation et de Perfectionnement en gestion
- Centre National de Réinsertion des Handicapés physiques
- Services Rattachés

6) Ministère des Postes et Télécommunications, comprenant tous les Services de l'ancien Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications.

7) Ministère de la jeunesse et des Sports, comprenant tous les Services de l'ancien Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux Sports.

Article 2 : Il est créé auprès de la Présidence de la République, un Ministère chargé du Contrôle Economique et Financier, comprenant les Services suivants :

- Cabinet
- Inspection Générale d'Etat
- Cour des Comptes
- Bureau d'analyse des projets et marchés de l'Etat
- Direction Générale du Patrimoine bâti public

Article 3 : Il est créé au sein du Ministère des Ressources Naturelles et Environnement, un Secrétariat d'Etat aux Energies, comprenant les services suivants :

- Cabinet
- Direction générale des Sources d'Energies
- Société Nationale d'Electricité de Guinée
- Société Nationale des Eaux de Guinée
- Services rattachés

Article 6 : Il est créé au sein du Ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme un Secrétariat d'Etat chargé du Tourisme et de l'Hôtellerie, comprenant les Services suivants :

- Cabinet
- Direction de la Promotion de l'Hôtellerie
- Direction de la Promotion du Tourisme
- Direction de la Formation Hôtelière et Touristique
- Services rattachés

Article 7 : La présente restructuration vise à développer des Directions générales fortes et responsabilisées.

En conséquence, toutes Directions générales non reconduites par le présent décret fera l'objet d'examen par les Services de la Réforme Administrative.

Article 8 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 020/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement de la République de Guinée.

Le Président de la République ;

Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décète :

Article 1 : Pour compter du 18 janvier 1988, le gouvernement est restructuré ainsi qu'il suit :

- 1) Ministère Résident pour la Guinée Maritime
- 2) Ministère Résident pour la Haute Guinée
- 3) Ministère Résident pour la Moyenne Guinée
- 4) Ministère Résident pour la Guinée Forestière
- 5) Secrétariat Permanent du C M R N, chargé des relations avec les organisations non gouvernementales.
- 6) Ministère des Affaires Etrangères
- 7) Ministère à la Présidence de la République, chargé de la Défense Nationale.

- 8) Ministère à la Présidence de la République, chargé de l'Information de la culture et du Tourisme
- 9) Ministère à la Présidence de la République chargé du Contrôle Economique et Financier.
- 10) Ministère du Plan et de la Coopération internationale.
- 11) Ministère de l'Economie et des Finances
- 12) Ministère de la Réforme Administrative et de la Fonction Publique
- 13) Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
- 14) Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement
- 15) Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales
- 16) Ministère des Postes et Télécommunications
- 17) Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat
- 18) Ministère de la Santé Publique et de la Population
- 19) Ministère des Transports et des Travaux Publics
- 20) Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
- 21) Ministère de l'Education Nationale
- 22) Ministère de la Justice, Garde des Sceaux
- 23) Ministères des Affaires Sociales et de l'Emploi
- 24) Ministère de la Jeunesse et des Sports
- 25) Secrétariat d'Etat à la Présidence de la République chargé de la Sécurité.
- 26) Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Education Nationale, chargé de la Recherche Scientifique.
- 27) Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme, chargé du Tourisme et de l'Hotellerie.
- 28) Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, chargé de la Pêche.
- 29) Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement, chargé des Energies.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 021/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant structure du Gouvernement de la République de Guinée.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décète :

Article 1 : Le secteur de l'enseignement supérieur relève désormais du Ministre de l'éducation nationale.

Article 2 : Le Secrétariat d'Etat à la recherche scientifique est chargé de la coordination de tous les Instituts et Centres de Recherche, dont il en assure la tutelle.

Article 3 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celle de l'article 2 du décret n°020/PRG/86 du 7 avril 1986, portant rattachement de certains Centres de recherches agronomiques au Ministère du développement rural.

Article 4 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 022/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant intégration de la protection maternelle et infantile à l'action de santé publique.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;

Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décète :

Article 1 : Les Services de santé maternelle et infantile (SSMI) relèvent désormais du Ministère de la santé publique et de la population.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 023/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant nouveau Statut des organisations féminines en Guinée.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décète :

Article 1 : Les dispositions du décret n° 119/PRG/86 du 28 août 1986 portant rattachement de la Direction de la condition féminine au Secrétariat d'Etat aux affaires sociales sont abrogées.

Article 2 : La Direction nationale des organisations féminines est chargée, en collaboration avec tous les secteurs concernés, de promouvoir l'épanouissement économique, social et culturel de toutes les couches féminines de Guinée.

Article 3 : Pour l'accomplissement de sa mission en tant qu'organe autonome non gouvernemental, la Direction nationale de la condition féminine dispose de ses antennes régionales, préfectorales, sous-préfectorales, de quartiers et de districts. Elle dispose également des Centres de promotion féminine (C P F), qui lui sont désormais rattachés.

Article 4 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 025/PRG/SGG/88 du 17 janvier 1988 portant nomination du Gouverneur de Conakry.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;
Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décète :

Article 1 : Monsieur le Chef de bataillon Alpha Oumar Barou Diallo, précédemment Ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est nommé Gouverneur de Conakry, en remplacement du Lieutenant Colonel Karifa KOUROUMA, appelé à d'autres fonctions.

Article 4 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 17 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 026/PRG/SGG/88 du 18 janvier 1988 portant additif au décret n° 020/PRG/88 du 17 janvier 1988, portant structure du Gouvernement de la République.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la II^e République ;

Vu l'ordonnance n° 321 et 322/PRG/85 du 22 décembre 1985;

Décrète :

Article 1 : Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé de la décentralisation, omis, est maintenu dans la structure du Gouvernement.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 18 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 027/PRG/SGG/88 du 20 janvier 1988 (sans titre)

Vu Le Président de la République,
la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 2ème République ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décrète :

Article 1 : Les zones militaires de Kindia, Labé, Kankan, N'Zérékoré sont érigées en Régions militaires, conformément au découpage du territoire national en quatre Régions naturelles.

Article 2 : Les zones militaires de Faranah, Dubréka, et Boké sont supprimées.

Article 3 : Les Régions militaires prennent les dénominations suivantes :

- Kindia : 1ère Région militaire,
- Labé : 2ème Région militaire,
- Kankan : 3ème Région militaire,
- N'Zérékoré : 4ème Région militaire.

Article 4 : La portion centrale de Boké est érigée en Bataillon autonome, dépendant de la 1ère Région militaire de Kindia. Il comprendra également les unités de Kamsar et de Boffa.

Article 5 : La portion centrale de Faranah est érigée en Bataillon autonome, dépendant de la 3ème Région militaire de Kankan. Il comprendra les unités de Dinguiraye.

Article 6 : La portion centrale de Dubréka est constituée en Compagnie.

Article 7 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 20 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 028/PRG/SGG/88 du 20 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Le Chef de Bataillon Thiary FINANDO, précédemment Commandant de la 1ère zone militaire de Kindia, est nommé Chef d'Etat-major général inter-armes, en remplacement du Chef de Bataillon Abou CAMARA, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le Chef de Bataillon Lamine MAGASSOUBA précédemment Commandant de la 3ème zone militaire de Kankan, est nommé Chef d'Etat-major de la gendarmerie nationale, en

remplacement du Capitaine Georges KAMANO, appelé à d'autres fonctions.

Article 3 : Le Chef de bataillon Kémoko TRAORE, précédemment Commandant du groupement d'artillerie au BSC, est nommé Commandant de la 1ère Région militaire de Kindia, en remplacement du Chef de Bataillon Thiary FINANDO, appelé à d'autres fonctions.

Article 4 : Le Chef de Bataillon Fodé Komova CAMARA, précédemment Commandant de la 7ème zone militaire de Dubréka, est nommé Commandant de la 3ème Région militaire de Kankan, en remplacement du Chef de Bataillon Lamine MAGASSOUBA, appelé à d'autres fonctions.

Article 5 : Le Capitaine Georges KAMANO, précédemment Chef d'Etat-major de la gendarmerie nationale, est nommé Commandant adjoint de la 3ème Région militaire de Kankan.

Article 6 : Le Capitaine Mamadou BANGOURA, précédemment Commandant de la brigade de ville de Conakry I, est nommé Chef d'Etat-major adjoint de la gendarmerie nationale.

Article 7 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 20 Janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 029/PRG/SGG/88 du 20 janvier 1988 portant mise à disposition d'anciens membres du Gouvernement.

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Les anciens membres du Gouvernement dont les noms ci-après sont mis à la disposition :

a)- De la fonction publique :

- 1 M. Abou CAMARA,
- 2- M. Sékou Menton CAMARA,
- 3- M. Kory KONDIANO.

b)- De l'armée :

- 1- Lieutenant Colonel Karifa KOUROUMAH,
- 2- Chef de Bataillon Makan CAMARA,
- 3- Capitaine Thiana DIALLO.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 20 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 030/PRG/SGG/88 du 20 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ;

Décrète :

Article 1 : Le Chef de Bataillon Makan CAMARA, précédemment Ministre résident de la Moyenne-Guinée à Labé, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour limite d'âge et d'ancienneté de service.

Article 2 : Le Capitaine Thiana DIALLO, précédemment Secrétaire d'Etat aux eaux et forêts, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de service.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 20 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 031/PRG/SGG/88 du 25 janvier 1988 portant nomination du Secrétaire général de la Présidence de la République.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée le 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la deuxième République ;
 Vu le décret n° 024/PRG/88 du 17 janvier 1988 portant nomination des membres du gouvernement ;

Décète :

Article 1 : Monsieur Alseny René GOMEZ, précédemment Ambassadeur de Guinée au Libéria (Monrovia), est nommé Secrétaire général de la Présidence de la République, en remplacement de Monsieur Henri FOULAH, appelé à d'autres fonctions.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 25 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 032/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 portant généralisation de la facturation et du paiement des biens et services en Francs guinéens sur l'étendue du territoire national.

Le Président de la République ;

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
 Vu la proclamation de la II^e République ;
 Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
 Vu l'ordonnance n° 235/PRG/85 du 28 septembre 1985 portant statut de la Banque Centrale de la République ;
 Vu l'ordonnance n° 237/PRG/85 du 28 septembre 1985 portant réglementation des changes et des relations financières avec l'étranger ;
 Vu la déclaration de politique générale du CMRN en date du 22 décembre 1985 ;
 Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Gouvernement ;
 Vu l'ordonnance n° 322/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination du Gouverneur et du Vice-Gouverneur de la BCRG ;
 Le Conseil des Ministres entendu ;

Décète :

Article 1 : A compter du 1er février 1988 et sur l'ensemble du territoire national, seront libellées et payées en Francs guinéens, les factures de tous biens et services, notamment :

- Notes d'hôtel et de restaurant,
- Billets d'avion et tous titres de transport,
- Taxes d'aéroport,
- Primes d'assurance,
- Frais de scolarité dans les écoles publiques et privées,
- Frais de poste et de télécommunication,
- Loyers pour maison d'habitation ou à usage professionnel,
- Locations de voiture,
- Honoraires, indemnités...

Article 2 : A titre exceptionnel, les prestations de services dues, d'une part, par les armateurs étrangers au Port Autonome de Conakry (PAC), et aux sociétés exerçant au port, et d'autre part par les Compagnies aériennes à la Société de gestion de l'aéroport de Conakry (SOGEC), ainsi que les honoraires et rémunérations diverses versés à des personnes non résidentes à partir de financements extérieurs, continuent d'être libellés et réglés en monnaies étrangères.

Article 3 : De même, mais à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 1988, les loyers de maison d'habitation ou à usage professionnel pour les contrats en cours peuvent être payés en devises sur comptes ouverts auprès des Banques de la place, à charge pour celles-ci de céder ces devises au marché des enchères, conformément aux modalités prévues par la réglementation des changes.

Article 4 : Le Ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le Ministre de la justice, Garde des Sceaux, le Ministre de l'économie et des finances, le Ministre de l'équipement et de l'urbanisme, le Secrétaire d'Etat au commerce, le Secrétaire d'Etat aux transports, le Secrétaire d'Etat à la sécurité et le Gouverneur de la Banque Centrale de la République, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Article 5 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
 Général Lansana CONTE.

Décret n° 033/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre)

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : Les élèves-professeurs recyclés dont les noms suivent, déclarés définitivement admis à l'examen de sortie de l'Ecole Normale supérieure de MANEAH suivant note de service N° 1648/MEN/SEESRU/87 du 1er juillet 1987, sont intégrés pour compter du 1er juillet 1987 dans le cadre unique de l'Education nationale et classés dans le corps des professeurs de l'enseignement général, hiérarchie "B" conformément à la liste ci-après :

- 1)- Balla KOUROUMA
- 2)- Oumar SOW
- 3)- Thierno Malick DIALLO
- 4)- Emmanuel BANGOURA
- 5)- Néma Soua HONOMOUM
- 6)- Mamadi DIAKITE
- 7)- Hassimiou DIALLO
- 8)- Aboubacar SOUMAH
- 9)- Bouya DIALLO
- 10)- Mody Sory BARRY
- 11)- Honoré LOUA
- 12)- Mamadou Tairé DIALLO
- 13)- Taba CAMARA
- 14)- Pogba LOUA
- 15)- Moussagbé DIAKITE
- 16)- Mamadou Aliou Koumbia DIALLO
- 17)- Ongbet MAMY

Article 2 : La dépense est imputable au Budget national de développement - exercice 1987.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
 Général Lansana CONTE

Décret n° 034/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre)

Le Président de la République ;

Décète :

Article 1 : La bourse d'études des étudiants dont les noms suivent est renouvelée au titre de l'année universitaire 1987/1988 en République de Corée.

- 1- Alpha Kabiné TRAORE, 6^{ème} année Machinisme Agricole
- 2- Kolléah SYLLA, 6^{ème} année Machinisme Agricole.

Article 2 : Les frais d'études et d'entretien sont à la charge du

gouvernement coréen, tandis que ceux du transport (aller-retour) sont supportés par le gouvernement guinéen.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Titre : Décret n° 035/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre)

Le Président de la République,

- Vu la déclaration de prise effective du pouvoir par l'armée en date du 3 avril 1984 ;
Vu la proclamation de la 11^e République ;
Vu l'ordonnance n° 009/PRG/84 du 18 avril 1984 prorogeant la validité des lois et règlements en vigueur au 3 avril 1984 ;
Vu l'ordonnance n° 321/PRG/85 du 22 décembre 1985 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l'ordonnance n° 22/PRG/85 du 23 janvier 1986 portant principes fondamentaux de création, d'organisation, de gestion et de contrôle des services publics ;
le décret n° 009/PRG/86 du 25 mars 1986 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des affaires étrangères ;

Décète :

Chapitre I : Dispositions générales .

Article 1 : Le Ministère des affaires étrangères, sous l'autorité du Président de la République, applique la politique extérieure du Gouvernement.

- A cet égard, le Ministre des affaires étrangères :
- oriente et coordonne les activités diplomatiques des Ambassades et Consulats de la République de Guinée ;
 - participe à toutes les négociations du Gouvernement de la République avec les autres Etats et Institutions internationales
 - soumet à la ratification, les traités, conventions et accords où le Gouvernement de la République de Guinée est partie ;
 - prépare, en collaboration avec les autres Ministères concernés, les rencontres et conférences internationales.

Chapitre II : Organisation .

Article 2 : Pour l'accomplissement de sa mission, le Ministère des affaires étrangères comprend :

- un Cabinet ;
- des services relevant du Cabinet ;
- des directions techniques ;
- des services extérieurs.

Article 3 : Le Cabinet du Ministre comprend :

- un Secrétaire général ;
- un Chef de Cabinet ;
- deux Conseillers-chargés de mission ;
- un Attaché de Cabinet.

Article 4 : Les Services relevant du Cabinet sont :

- le bureau d'études ;
- la Division des affaires administratives et financières ;
- le Service d'information et de documentation ;
- le Secrétariat central.

Article 5 : Le Secrétaire général, sous l'autorité du Ministre des affaires étrangères, est chargé de la mise en oeuvre de la politique du Ministère à l'intérieur des directions techniques.

Il assure en outre la liaison permanente avec la Direction de la coopération internationale au Ministère du plan et de la coopération.

Article 6 : Les Directions techniques du Ministère sont :

- la Direction des affaires politiques et culturelles ;
- la Direction des affaires juridiques et consulaires ;
- la Direction du protocole.

Article 7 : La Direction des affaires politiques et culturelles est chargée de l'étude politique et de l'analyse de la situation internationale.

Elle suit et traite les questions à caractère politique et culturel afférentes aux relations avec les autres Etats, Organisations gouvernementales ou Non gouvernementales et les Institutions spécialisées.

Article 8 : La Direction des affaires politiques et culturelles comprend :

- une division Afrique-Asie ;
- une division Europe-Amérique ;
- une division Organisations et Conférences internationales.

Article 9 : La Direction des affaires juridiques et Consulaires est chargée de l'étude et de l'interprétation de tous les instruments juridiques engageant la République de Guinée. Elle prépare pour la procédure de ratification les Accords, Conventions et Traités.

Elle procède à des études propres à assurer la protection efficace des ressortissants guinéens et de leurs biens à l'étranger.

Article 10 : La Direction des affaires juridiques et consulaires comprend :

- une division juridique ;
- une division consulaire.

Article 11 : La direction du Protocole est chargée des questions de cérémonial, d'étiquette, de préséance, de privilège et d'immunités diplomatiques.

Elle assure la liaison avec le Corps diplomatique et Consulaire ainsi qu'avec les Organisations internationales accréditées en Guinée.

Elle collabore étroitement avec le Protocole d'Etat à la Présidence de la République pour l'organisation des réceptions, visites et la présentation des Lettres de créance.

Article 12 : La direction du Protocole comprend :

- une division "accréditation, cérémonial et visites officielles" ;
- une division "immunités et privilèges" .

Article 13 : Les Services extérieurs du Ministère des affaires étrangères sont :

- les Ambassades et les missions permanentes ;
- les Consulats généraux ;
- les Consulats.

Article 14 : Les Services extérieurs sont chargés de :

- la représentation de l'Etat guinéen à l'Etranger ;
- la protection des intérêts de la Guinée dans les Etats accréditaires ;
- la négociation des Traités, Conventions et Accords ;
- la promotion des relations d'amitié et de coopération ;
- la collecte de l'information sur l'évolution politique, sociale, économique et culturelle, tant en République de Guinée et que dans les pays accréditaires ;
- la protection des biens et des intérêts physiques et moraux des ressortissants guinéens dans les pays accréditaires.

Chapitre III : Dispositions finales .

Article 15 : Les Ambassadeurs, les Représentants permanents, les Chargés d'affaires avec lettre et les Conseillers sont nommés par décret du Président de la République.

Article 16 : Les Secrétaires d'Ambassade, les Consuls généraux, les Consuls et les Attachés des affaires étrangères sont nommés par Arrêté du Ministre des affaires étrangères, sur autorisation du Président de la République.

Article 17 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et le fonctionnement des services extérieurs du Ministère des affaires étrangères.

Article 18 : Un arrêté du Ministre des affaires étrangères fixe les attributions et l'organisation des services relevant du Cabinet et des Directions techniques.

Article 19 : Toutes dispositions antérieures contraires au présent

décret, notamment celles du décret n° 009/PRG/86 du 25 mars 1986, sont abrogées.

Article 20 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 036/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre)

Le Président de la République ,

Décète :

Article 1 : Sont nommés membres du Conseil d'administration de l'Entreprise Nationale d'Electricité de Guinée "ENELGUI" :

1. le Ministère des ressources naturelles, énergie et environnement,
2. le Secrétaire général du Ministère des ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement,
3. un représentant du Ministère de l'économie et des finances,
4. un représentant du Ministère du plan et de la coopération internationale,
5. un représentant du Ministère de l'équipement et de l'urbanisme,
6. un représentant du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation,
7. un représentant du Ministère des ressources humaines, de l'industrie, des petites et moyennes entreprises,
8. un représentant de la Fédération syndicale nationale de l'énergie,
9. un représentant de la Chambre du commerce et de l'industrie,
10. un représentant de la Banque Centrale de la République.

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Décret n° 037/PRG/SGG/88 du 28 janvier 1988 (sans titre).

Le Président de la République ,

Décète :

Article 1 : Monsieur Aboubacar CAMARA , magistrat, juge de paix de Conakry II, est révoqué de ses fonctions pour faute lourde.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 28 janvier 1988
Général Lansana CONTE.

Imprimé en République de Guinée par S.I.P.